

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
22 décembre 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 22 décembre 2021, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le récapitulatif des travaux que le Conseil de sécurité a menés durant le mois d'avril 2021 sous la présidence de la République socialiste du Viet Nam (voir annexe), établi sous ma responsabilité à l'issue de consultations avec les autres membres du Conseil.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentant permanent du Viet Nam
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Dang Dinh Quy**



**Annexe à la lettre datée du 22 décembre 2021 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Récapitulatif des travaux menés par le Conseil de sécurité
sous la présidence du Viet Nam (avril 2021)**

Introduction

En avril 2021, sous la présidence du Viet Nam, le Conseil de sécurité a tenu 15 réunions publiques en visioconférence (comprenant 5 débats publics, 8 séances d'information et 2 séances officielles), 6 consultations en visioconférence et 1 réunion privée en visioconférence. Il a également tenu trois dialogues interactifs informels, dont deux en personne, et deux réunions en visioconférence organisées selon la formule Arria. En outre, il a adopté quatre résolutions et deux déclarations du Président, fait cinq déclarations à la presse et communiqué à deux occasions des éléments destinés à la presse.

Afrique

Mali

Le 6 avril, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information en visioconférence sur la situation au Mali, suivie de consultations. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, a présenté un exposé. Il s'est déclaré préoccupé par la poursuite de « l'action déstabilisante de milices » animées par des considérations ethniques dans le centre du pays. Il a souligné que la sécurité à long terme du pays dépendait de l'issue du processus de transition. Tout en énumérant certaines mesures encourageantes, notamment l'opérationnalisation de certaines institutions cruciales, il a insisté sur l'importance de la réforme politique et institutionnelle. Il a souligné qu'il importait que les parties coopèrent étroitement au Mali pour créer un climat propice à la tenue d'élections pacifiques, inclusives, transparentes et crédibles. Lors de consultations, les membres du Conseil se sont dits gravement préoccupés par la sécurité des Casques bleus et par les pertes civiles, notamment parmi les femmes et les enfants, et certains d'entre eux ont souligné qu'il fallait doter la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) des ressources nécessaires pour qu'elle puisse mieux accompagner le pays dans le processus de transition.

Le 3 avril, dans une déclaration à la presse, le Conseil a condamné avec la plus grande fermeté l'attaque lancée le 2 avril contre un camp de la MINUSMA à Aguelhok, dans la région de Kidal, qui a fait 4 morts et 19 blessés parmi les Casques bleus tchadiens. Le Conseil a demandé au Gouvernement malien de transition d'ouvrir rapidement une enquête sur cette attaque et d'en traduire les auteurs en justice. Le Conseil s'est déclaré préoccupé par les conditions de sécurité au Mali et par la dimension transnationale de la menace terroriste dans la région du Sahel. Les membres du Conseil ont exhorté les parties maliennes à mettre pleinement en œuvre sans plus tarder l'Accord de 2015 pour la paix et la réconciliation au Mali. Ils ont réaffirmé leur plein soutien à la MINUSMA et aux autres forces de sécurité présentes au Mali et dans la région du Sahel, comme il est indiqué dans la résolution [2531 \(2020\)](#). Nombre d'entre eux ont souligné que les mesures prises par la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel pour lutter contre les activités des groupes terroristes et autres groupes criminels organisés contribueraient à sécuriser la région du Sahel.

Région des Grands Lacs

Le 12 avril, le Conseil a tenu par visioconférence une séance d'information suivie de consultations pour examiner la situation dans la région des Grands Lacs.

Lors de la séance d'information, le Conseil a entendu un exposé de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Huang Xia, et un exposé du Président de la Commission de consolidation de la paix, Mohamed Fathi Ahmed Edrees (Égypte). L'Envoyé spécial a présenté le rapport semestriel du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Il a fourni des informations sur les principaux faits survenus dans la région, y compris les efforts faits par les pays de la région pour renforcer les relations bilatérales et multilatérales et la coopération pour faire face aux défis de sécurité. Il a également fourni des informations au Conseil concernant l'élaboration d'un plan d'action visant à mettre en œuvre la stratégie régionale des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs. Le président de la Commission de la consolidation de la paix a informé le Conseil des activités menées par la Commission et du dialogue entrepris avec les acteurs régionaux et internationaux en vue de favoriser le développement socioéconomique de la région et la coopération en matière de sécurité, de renforcer le rôle des femmes et des jeunes et de promouvoir la résilience, entre autres. Il a souligné qu'il fallait mobiliser un plus grand soutien international en faveur de la consolidation de la paix et des initiatives de coopération régionales dans le contexte plus large de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, et encourager le déploiement d'efforts conjoints pour promouvoir la transparence et la gestion régionale intégrée des ressources naturelles.

Les membres du Conseil se sont félicités de l'engagement pris par les dirigeants de la région de favoriser les relations, de renforcer la confiance et de faire progresser la coopération. Ils se sont déclarés préoccupés par la précarité de la situation sur le plan de la sécurité, en particulier dans la partie orientale de la République démocratique du Congo, par l'exploitation illicite des ressources naturelles et par la situation humanitaire dans la région, qui s'était aggravée du fait des conséquences préjudiciables de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), en particulier pour les femmes. Les membres du Conseil ont réaffirmé le rôle central de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération et ont fait part de leur appui à la stratégie des Nations Unies visant à assurer une stabilité durable dans la région.

Après l'exposé, le Conseil a tenu des consultations, auxquelles a participé l'Envoyé spécial, afin de poursuivre l'examen de la situation dans la région.

Soudan et Soudan du Sud

Le 14 avril, à la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Conseil a tenu un dialogue interactif informel en visioconférence sur la situation au Darfour. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan, Volker Perthes, et le Chargé d'affaires ad interim de la Mission permanente du Soudan auprès des Nations Unies ont participé à la séance. Le Conseil a été informé par la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) et le Gouvernement soudanais des violences intercommunautaires et de l'évolution de la situation au Darfour au début du mois d'avril. Les membres du Conseil ont également discuté du soutien supplémentaire que l'ONU pourrait apporter au Gouvernement soudanais en matière de protection des civils.

Le 26 avril, le Conseil a tenu une séance d'information en visioconférence sur la situation à Abyei. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, Parfait

Onanga-Anyanga, ont présenté un exposé au Conseil de sécurité sur les avancées obtenues dans le règlement du différend d'Abyei opposant le Soudan du Sud et le Soudan, ainsi que sur les mesures prises par la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) dans l'exécution de son mandat. Les intervenants ont fait observer que le récent rapprochement entre le Soudan et le Soudan du Sud devait encore se traduire par des améliorations substantielles sur le terrain pour ce qui était du règlement du différend d'Abyei. Le Secrétaire général adjoint a indiqué que les consultations entre les parties concernées sur la stratégie de sortie de la FISNUA n'avaient rien donné et prié le Conseil de proroger de six mois le mandat de la Force pour que de nouvelles consultations puissent avoir lieu.

Au cours de la séance, les membres du Conseil ont dit espérer que le Soudan et le Soudan du Sud profiteraient de l'amélioration de leurs relations pour trouver rapidement une solution au différend d'Abyei. Constatant la précarité des conditions de sécurité dans la zone d'Abyei, les membres du Conseil ont réaffirmé leur appui aux activités menées par la FISNUA pour s'acquitter de ses responsabilités, notamment en matière de protection des civils. Il a également été noté que le dialogue et la réconciliation entre les différentes communautés d'Abyei devraient être encore renforcés. Concernant le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, les membres du Conseil sont convenus que des progrès avaient été faits au regard des critères prévus par le Conseil. Les représentants de l'Éthiopie, du Soudan du Sud et du Soudan ont également pris la parole devant le Conseil.

Après la visioconférence publique, le Conseil a tenu des consultations, auxquelles ont participé le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix et l'Envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique, pour poursuivre l'examen de la question. Les membres du Conseil ont posé des questions aux intervenants concernant le renouvellement du mandat de la FISNUA et la manière dont le Conseil pourrait soutenir davantage le Soudan et le Soudan du Sud dans le règlement du différend d'Abyei.

Éthiopie

Le 15 avril, le Conseil a tenu des consultations, au titre des « Questions diverses », sur la situation humanitaire en Éthiopie, auxquelles ont participé le Représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Taye Atskeselassie Amde, et le chef de la Commission éthiopienne de gestion des risques de catastrophes naturelles, Mitiku Kassa.

Le 22 avril, le Conseil a publié une déclaration à la presse sur l'Éthiopie, prenant acte avec préoccupation de la situation humanitaire qui régnait dans la région du Tigré. Les membres du Conseil ont salué les efforts déployés par le Gouvernement éthiopien pour accroître l'accès humanitaire et offrir une aide dans ce domaine. Conscients néanmoins des difficultés d'ordre humanitaire qui subsistaient, ils ont appelé de leurs vœux une intervention humanitaire renforcée et un accès humanitaire sans entrave pour toutes les personnes dans le besoin, y compris eu égard à la situation sur le plan de la sécurité alimentaire. Ils ont demandé que les secours internationaux continuent d'être assurés, conformément aux principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies relatifs à l'aide humanitaire d'urgence, notamment les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Ils se sont dits profondément préoccupés par les allégations de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits, notamment par des allégations faisant état de violences sexuelles à l'encontre de femmes et de filles dans la région du Tigré, et ont demandé que des enquêtes soient menées pour identifier les responsables de tels actes et les traduire en justice. Ils ont salué l'enquête conjointe menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de

l'homme sur les allégations de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits. Ils ont également salué l'engagement de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur cette question. Le Conseil a souligné la nécessité de respecter pleinement le droit international et a réitéré son soutien sans faille aux initiatives et organisations régionales et sous-régionales, notamment l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

Libye

Le 16 avril, le Conseil a adopté à l'unanimité deux résolutions relatives à la situation en Libye. Par l'adoption de la résolution [2570 \(2021\)](#), le Conseil a approuvé la proposition du Secrétaire général concernant la composition et les aspects opérationnels de la composante de surveillance du cessez-le-feu de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) en vue de soutenir la Commission militaire mixte 5+5 et le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu dirigé et contrôlé par les Libyens aux fins de la mise en œuvre de l'intégralité de l'accord de cessez-le-feu du 23 octobre 2020. Il a également prié le Secrétaire général de le consulter sur toute augmentation du nombre maximum initial d'observateurs de cessez-le-feu de la MANUL, et de le tenir informé, dans le cadre de ses rapports périodiques de l'assistance apportée par la Mission en vue des élections, de la mise en œuvre du cessez-le-feu, des progrès réalisés par le mécanisme de surveillance, du déploiement des observateurs et des critères qui décideront, à terme, de leur départ.

Par sa résolution [2571 \(2021\)](#), le Conseil a décidé de proroger jusqu'au 30 juillet 2022 les autorisations données et les mesures imposées concernant les exportations illicites de pétrole brut et d'autres produits pétroliers depuis la Libye et de proroger jusqu'au 15 août 2022 le mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1970 \(2011\)](#) concernant la Libye, et a prié ce dernier de lui remettre un rapport d'activité au plus tard le 15 décembre 2021, puis de lui communiquer un rapport final comportant ses conclusions et recommandations, au plus tard le 15 juin 2022.

Le 29 avril, à la demande du Kenya, du Niger, de Saint-Vincent-et-les Grenadines et de la Tunisie, le Conseil a tenu un dialogue interactif informel en personne sur la situation en Libye. Au cours de la séance, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Libye, Ján Kubiš, et le Coordonnateur de la MANUL, Raisedon Zenenga, ont fait un exposé au Conseil. Les représentants permanents de la Libye et du Tchad auprès de l'Organisation ont également participé à la séance. La discussion a porté sur les mesures visant à soutenir les Libyens dans leurs efforts en faveur de la paix et de la sécurité, notamment la mise en œuvre des dispositions de l'accord de cessez-le-feu du 23 octobre 2020, ainsi que sur l'impact du départ des forces étrangères et des mercenaires de Libye vers les pays de la région.

Somalie

Le 20 avril, à la demande du Royaume-Uni, le Conseil a tenu un dialogue interactif informel sur la situation en Somalie, y compris l'instabilité politique dans le pays.

Le 23 avril, le Conseil de sécurité a publié une déclaration à la presse dans laquelle il a exprimé sa profonde inquiétude face à l'impasse politique et au désaccord qui persistaient entre les dirigeants politiques du pays au sujet des modalités à retenir pour les élections. Les membres du Conseil ont souligné que le désaccord actuel sur les modalités électorales non seulement réduisait à néant ces progrès durement acquis mais détournait également l'attention de problèmes urgents tels que les inondations, la sécheresse, l'invasion de criquets pèlerins, la pandémie de COVID-19 et la lutte contre la menace terroriste que représentaient les Chabab. Ils ont souligné qu'un

consensus serait vital pour que toute modalité électorale soit appliquée avec succès et ont noté que l'Accord du 17 septembre 2020 demeurerait la seule base approuvée jusqu'ici par le Gouvernement fédéral somalien et tous les États membres de la fédération. Ils ont appelé les dirigeants du pays à reconnaître et à mettre à profit les nombreux domaines pour lesquels un accord avait déjà été trouvé, à régler les différends qui les opposaient encore et à donner la priorité aux intérêts du peuple somalien, dans le cadre d'un processus électoral contrôlé et dirigé par les Somaliens, et selon un calendrier convenu, dans les meilleurs délais. Ils ont condamné toutes les attaques terroristes commises en Somalie et dans la région et ont réaffirmé leur respect pour la souveraineté, l'indépendance politique, l'intégrité territoriale et l'unité de la Somalie.

Sahara occidental

Le 21 avril, le Conseil de sécurité a tenu des consultations en visioconférence sur la situation au Sahara occidental. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental, Colin Stewart, et le fonctionnaire responsable du bureau du Sous-Secrétaire général, Michael Kingsley-Nyinah, ont fait un exposé au Conseil.

Le responsable du Bureau du Sous-Secrétaire général a évoqué les efforts entrepris par l'ONU pour relancer le processus politique au Sahara occidental. Il a mentionné le communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine du 9 avril sur le Sahara occidental. Il a souligné l'importance de nommer un nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général et a rappelé les efforts faits par l'Organisation pour trouver un candidat qualifié. Il a également appelé les parties concernées à participer au processus de manière directe et en faisant preuve de bonne foi. Le Représentant spécial a fait le point sur la situation sur le terrain et sur les mesures prises par la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). Il a souligné que les conditions de sécurité se détérioraient et que la poursuite des hostilités entre les deux parties aggraverait l'instabilité dans la région et la conduirait dans une direction non viable. Il s'est dit préoccupé par les obstacles et les difficultés rencontrés par la MINURSO dans l'exécution de son mandat, y compris dans le maintien des contacts avec les parties concernées.

Les membres du Conseil ont exprimé leur préoccupation quant à l'évolution de la situation sur le terrain au Sahara occidental au cours de la période considérée. Ils ont exhorté toutes les parties à faire preuve de retenue et à s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver la situation. Ils ont défendu le travail de la MINURSO et demandé la nomination d'un nouvel envoyé personnel pour faciliter la reprise du processus politique. De nombreux membres ont souligné qu'il importait de reprendre les négociations et le dialogue de bonne foi pour trouver une solution politique. Ils ont salué le travail inlassable accompli par le Représentant spécial pendant son mandat.

Asie

Myanmar

Le 30 avril, le Conseil de sécurité a tenu une réunion privée en visioconférence sur la situation au Myanmar. Le Second Ministre des affaires étrangères du Brunéi Darussalam, Dato Erywan Pehin Yusof, en sa qualité de président en exercice de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), a informé le Conseil des résultats de la réunion qu'avaient tenue peu auparavant les dirigeants de l'ASEAN concernant la situation au Myanmar, ainsi que des efforts déployés par l'Association pour venir en aide au peuple du Myanmar au cours des dernières années. L'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar, Christine Schraner Burgener, a

également informé le Conseil de la visite qu'elle effectuait dans la région et de la situation sur le terrain.

Les membres du Conseil se sont félicités de la tenue de la réunion des dirigeants de l'ASEAN le 24 avril, de la déclaration de la présidence et du consensus en cinq points obtenu. Ils ont réaffirmé leur ferme soutien à l'Association, qui contribuait de manière positive et constructive à dégager une solution pacifique en faveur du peuple du Myanmar, et salué les efforts constants qu'elle déployait pour dialoguer avec toutes les parties intéressées au Myanmar. Ils ont encouragé l'Association à continuer de jouer un rôle de premier plan à cette fin. Ils ont également souligné que les travaux de l'Envoyée spéciale devaient venir compléter ceux de l'Association et ont dit souhaiter que l'Envoyée spéciale se rende au Myanmar dès que possible.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues sur la situation au Myanmar et ont appelé toutes les parties dans le pays à cesser toute violence, à faire preuve de retenue, à s'abstenir de tout acte de violence et à s'engager dans un dialogue constructif et une réconciliation pragmatique dans l'intérêt de la population du Myanmar et de la paix et de la stabilité dans la région.

Moyen-Orient

La situation au Moyen-Orient (République arabe syrienne)

Le 6 avril, le Conseil a tenu une séance d'information en visioconférence concernant l'application de la résolution [2118 \(2013\)](#) relative à la question des armes chimiques en République arabe syrienne. La Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu, a fait un exposé au Conseil sur le quatre-vingt-dixième rapport mensuel du Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ([S/2021/305](#)). Elle a rendu compte au Conseil des travaux du Secrétariat technique de l'OIAC relatifs à la question des armes chimiques dans le pays, y compris du dialogue engagé par l'Équipe d'évaluation des déclarations avec l'Autorité nationale syrienne pour clarifier toutes les questions en suspens liées à la déclaration initiale. Elle a également mentionné le vote qui allait avoir lieu à la vingt-cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques concernant la décision relative à la question des armes chimiques en République arabe syrienne.

Le 28 avril, le Conseil a tenu une séance d'information en visioconférence sur le processus politique et la situation humanitaire dans le pays. Il a entendu des exposés de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Otto Pedersen, et du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock. L'Envoyé spécial s'est dit préoccupé par l'instabilité des conditions de sécurité et le risque d'escalade malgré le calme relatif observé depuis plus d'un an, et il a de nouveau appelé à la cessation des hostilités à l'échelle nationale. Il a rendu compte au Conseil de sa proposition de conciliation et du dialogue qu'il entretenait avec les parties syriennes en vue de progresser sur les pourparlers qui se tiendraient bientôt au sein de la Commission constitutionnelle et souligné encore qu'il importait de mettre pleinement en œuvre la résolution [2254 \(2015\)](#). L'Envoyé spécial a également insisté sur la nécessité de mener une action diplomatique internationale constructive et globale en vue de trouver une solution à la crise actuelle. Concernant la situation humanitaire, le Secrétaire général adjoint a fait un exposé au Conseil à la suite de la publication du dernier rapport bimestriel du Secrétaire général sur cette question ([S/2021/390](#)). Il est revenu sur les conditions difficiles qui régnaient dans le pays sur le plan humanitaire, sur les conséquences de la crise humanitaire, la gravité de la pandémie de COVID-19 et la protection des civils. Il a donc souligné qu'il importait d'assurer l'accès humanitaire et d'intensifier l'aide humanitaire apportée aux 12,3 millions de personnes dans le

besoin dans toute la République arabe syrienne. Les membres du Conseil ont réaffirmé qu'il était primordial de mettre en œuvre la résolution [2254 \(2015\)](#) pour parvenir à une solution politique durable à la crise dans le pays. Certains d'entre eux se sont également déclarés préoccupés par la détérioration continue de la situation humanitaire dans le pays, aggravée par la crise économique et les répercussions de la pandémie de COVID-19.

Yémen

Le 16 avril, le Conseil a tenu une séance d'information par visioconférence sur la situation au Yémen et entendu un exposé de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, et du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock. L'Envoyé spécial a rappelé qu'il était essentiel que la communauté internationale fasse preuve de cohésion pour trouver un moyen de mettre un terme au conflit qui sévissait au Yémen depuis six ans. Il a fait savoir qu'il s'était récemment rendu dans certains pays de la région du Golfe en vue de faciliter la mise en place d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale, la réouverture de l'aéroport de Saana et la levée des restrictions dans les ports d'Hodeïda. Il s'est également dit préoccupé par l'intensification des combats sur plusieurs fronts du Yémen, notamment à Mareb. Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires a déclaré que la crise humanitaire qui frappait le Yémen restait la plus grave au monde et que la population avait été durement touchée par la deuxième vague d'infection à la COVID-19. Il a demandé qu'un appui supplémentaire soit apporté dans le cadre de la riposte à la pandémie et dans d'autres domaines essentiels, tels que la protection des civils. Il a également exhorté les donateurs internationaux à accroître le financement et à procéder au remboursement rapide de l'aide humanitaire au Yémen.

Le Conseil a ensuite tenu des consultations afin de poursuivre l'examen de la question. L'Envoyé spécial a répondu aux questions des membres du Conseil concernant la nécessité d'accélérer le processus de paix, y compris sur le soutien adéquat que pouvait apporter le Conseil, ainsi que sur l'évolution de la mise en œuvre de l'Accord de Stockholm et de l'Accord de Riyad et la participation des femmes yéménites au processus politique. Le même jour, le Conseil a publié une déclaration à la presse, dans laquelle il a appelé toutes les parties à collaborer de manière constructive avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général et à négocier, sans conditions préalables, un cessez-le-feu immédiat s'étendant à tout le territoire et un règlement politique inclusif, contrôlé par les Yéménites, conformément aux dispositions pertinentes des résolutions du Conseil, notamment les résolutions [2216 \(2015\)](#) et [2565 \(2021\)](#). Le Conseil a condamné la surenchère dans la province de Mareb et les attaques transfrontalières contre l'Arabie saoudite. Les membres du Conseil se sont déclarés gravement préoccupés par la situation économique et humanitaire désastreuse, notamment l'exposition prolongée à la faim et le risque croissant de famine à grande échelle. Ils ont affirmé qu'il fallait faciliter les importations commerciales essentielles et l'acheminement de l'aide humanitaire. Ils ont souligné la responsabilité des Houthis concernant l'affaire du pétrolier *Safer* et les ont appelés à faciliter d'urgence un accès sûr et inconditionnel aux experts de l'ONU afin que ces derniers puissent mener une mission d'évaluation et de réparation essentielle, et ont insisté sur la nécessité de régler les questions en suspens et pris note des récents échanges constructifs à cet égard.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le 22 avril, à l'occasion du débat trimestriel ouvert sur la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne », le Conseil a entendu un exposé du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de

paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, et du Directeur de la Division de la coordination du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Rein Paulsen. Le Coordonnateur spécial a fait le point de la situation concernant la préparation des élections palestiniennes. Il a également souligné que la COVID-19 représentait une menace dans tout le Territoire palestinien occupé. Le Coordonnateur spécial a demandé instamment à Israël de mettre fin à la progression des colonies, aux démolitions et aux saisies de biens palestiniens dans toute la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, conformément aux obligations que lui faisaient le droit international humanitaire, et de permettre aux Palestiniens de développer leurs communautés. En ce qui concerne les violents affrontements survenus dans la vieille ville de Jérusalem depuis le début du Ramadan, il a déclaré que les forces de sécurité israéliennes devaient faire preuve d'un maximum de retenue et n'utiliser la force que lorsque cela était inévitable. Il a également demandé qu'il soit immédiatement mis fin aux tirs de roquettes visant les centres de population israéliens. Il a également réitéré l'engagement de l'ONU à faire progresser la solution des deux États, conformément aux résolutions de l'Organisation, au droit international et aux accords antérieurs.

Le Directeur de la Division de la coordination a rendu compte au Conseil des répercussions de la pandémie de COVID-19 dans le Territoire palestinien occupé. Il a également fait le point sur les activités de colonisation et la démolition de structures appartenant aux Palestiniens en Cisjordanie pendant la période considérée. Il a indiqué que 970 Palestiniens, à Jérusalem-Est, risquaient d'être expulsés en raison d'affaires portées devant les tribunaux israéliens, principalement par des groupes de colons. Il a noté que du fait de la violence, des démolitions et de la menace d'expulsion, les Palestiniens ne se sentaient pas en sécurité, même dans leur propre maison.

Les membres du Conseil se sont félicités des progrès récemment accomplis dans la préparation des élections. Beaucoup ont réitéré leur soutien à la solution des deux États et aux efforts récents des parties concernées pour reprendre le processus de paix, et ont encouragé toutes les initiatives prises à cette fin. Ils ont exhorté les parties à faire preuve de retenue et à s'abstenir de toute action unilatérale susceptible de compromettre le processus de paix. Ils ont demandé à Israël de mettre fin à ses activités de colonisation et de démolition de maisons et de propriétés appartenant à des Palestiniens en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Concernant la situation humanitaire, les intervenants ont exprimé leur inquiétude quant aux conditions de vie désastreuses des Palestiniens, notamment ceux de Gaza, dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Ils ont réaffirmé leur plein appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et ont appelé tous les donateurs internationaux à continuer de verser des contributions financières à l'Office ou à envisager de le faire.

Europe

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

Le 13 avril, le Conseil a tenu une séance d'information en visioconférence sur la situation au Kosovo, lors de laquelle le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), Zahir Tanin, a fait une déclaration. Le Ministre des affaires étrangères de Serbie, Nikola Selaković, et Donika Gërvalla du Kosovo ont également fait des déclarations. Le Représentant spécial est revenu sur les faits principaux survenus durant la période considérée, qui avait notamment été marquée par l'organisation d'élections législatives dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il a appelé les dirigeants à se montrer prudents dans leurs déclarations publiques pour veiller à

renforcer la confiance de la population durant ce processus fragile. Il a également rendu compte au Conseil des activités entreprises par la MINUK pour dialoguer avec les dirigeants de Pristina et de Belgrade, ainsi que des propositions visant à faire progresser le dialogue et les intérêts mutuels. Dans le même temps, il a dit espérer que les membres du Conseil apporteraient leur appui à un avenir plus pacifique et plus prospère au Kosovo et dans la région. Les membres du Conseil ont débattu du rôle de la MINUK, du Représentant spécial et de la situation récente au Kosovo. Bon nombre d'entre eux ont appelé toutes les parties à faire preuve d'une plus grande unité, à engager le dialogue, à rechercher une solution durable et à régler le conflit. Certains membres ont exhorté les deux parties à appliquer les accords signés.

Amériques

Colombie

Le 21 avril, le Conseil a tenu une séance d'information en visioconférence pendant laquelle il a entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, Carlos Ruiz Massieu, sur les faits nouveaux en Colombie. Le Représentant spécial s'est félicité de la réunion tenue entre le Président, Iván Duque, et le chef du parti Communes, Rodrigo Londoño, pour faire le point sur l'application de l'Accord final de paix. Il a estimé que l'esprit constructif dans lequel elle s'était déroulée constituait une base solide sur laquelle les parties pouvaient s'appuyer pour continuer à travailler ensemble à l'application de l'Accord de la paix malgré leurs points de vue différents. Il a également encouragé les parties à poursuivre l'établissement de la feuille de route pour le reste du délai prévu pour sa mise en œuvre globale, convenu lors de la réunion, à redoubler d'efforts pour renforcer la réintégration et les garanties de sécurité des ex-combattants, et à rester déterminées à faire fond sur les avancées réalisées, à régler les problèmes qui subsistaient et à aller de l'avant avec l'aide de tous les acteurs de la société colombienne.

Les membres du Conseil ont discuté des efforts et des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'accord de paix et ont pris note des multiples défis auxquels la Colombie devait encore faire face pour résoudre les problèmes structurels, notamment ceux liés à la pandémie de COVID-19. Les membres du Conseil se sont dits favorables à l'élargissement du mandat de la Mission afin d'appuyer la vérification de l'exécution des sanctions qui seraient prononcées par la Juridiction spéciale pour la paix.

Questions thématiques et autres questions

Prorogation du mandat du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Le 22 avril, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution [2572 \(2021\)](#), dans laquelle il a réaffirmé son appui constant à l'œuvre accomplie par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1540 \(2004\)](#) et décidé de proroger jusqu'au 28 février 2022 le mandat du Comité, avec l'aide constante de son groupe d'experts, comme précisé au paragraphe 5 de la résolution [1977 \(2011\)](#). Dans la même résolution, il a également décidé que le Comité poursuivrait ses travaux au titre de son mandat, continuerait de procéder à l'examen approfondi de l'état d'avancement de l'application de la résolution [1540 \(2004\)](#), le mènerait à bien et lui ferait rapport sur la conclusion de l'examen.

Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

Le 24 avril, le Conseil a publié une déclaration à la presse dans laquelle ses membres ont condamné avec la plus grande fermeté l'attentat terroriste perpétré à Quetta (Pakistan) le mercredi 21 avril, qui a été revendiqué par Tehrik-e-Taliban Pakistan et qui a fait au moins cinq morts. Les membres du Conseil ont exprimé leur profonde sympathie et leurs sincères condoléances aux familles des victimes et au Gouvernement pakistanais. Ils ont réaffirmé que le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations constituait l'une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité. Les membres du Conseil ont souligné que les auteurs de ces actes de terrorisme inqualifiables et ceux qui les avaient organisés, financés ou commandités devaient être amenés à en répondre et traduits en justice, et ont exhorté tous les États à coopérer activement avec le Gouvernement pakistanais et toutes autres autorités compétentes à cet égard, conformément aux obligations que leur imposaient le droit international et les résolutions pertinentes du Conseil.

Grandes manifestations

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Le 8 avril, le Conseil de sécurité a tenu le débat ministériel public en visioconférence sur le thème « La lutte antimines et la pérennisation de la paix : renforcer les partenariats pour de meilleurs résultats » au titre de la question intitulée « Maintien de la paix et de la sécurité internationales ». Le débat était présidé par le Ministre des affaires étrangères du Viet Nam, Bui Thanh Son. Le Secrétaire général, António Guterres, le Directeur du Centre international de déminage humanitaire de Genève, Stefano Toscano, l'ambassadrice de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement, Michelle Yeoh, et la Directrice des programmes provinciaux et responsable du projet Renew/Norwegian People's Aid Viet Nam, Nguyen Thi Dieu Linh, sont intervenus lors du débat public. Le Secrétaire général a relevé que des progrès avaient été réalisés en matière de lutte antimines, mais que les difficultés s'intensifiaient. Il a souligné que les gouvernements, l'ONU, les organisations internationales et les organisations de la société civile devaient faire montre d'une plus grande volonté politique et renforcer la coopération et les partenariats dans ce domaine. M. Toscano a souligné qu'il importait que le Conseil reste saisi de la question et que la lutte antimines était plus nécessaire que jamais car elle permettait de sauver des vies et de favoriser le développement. M^{me} Yeoh a mentionné les liens entre la lutte antimines et les objectifs de développement durable et dit qu'il restait beaucoup à faire pour réduire les risques et bâtir un avenir meilleur pour les communautés touchées par les mines, que des fonds et des nouveaux partenariats étaient nécessaires et qu'il fallait continuer à faire preuve de détermination pour éliminer les mines terrestres et aider les victimes. M^{me} Dieu Linh a indiqué que, depuis 1975, près de 3 500 personnes avaient été tuées et plus de 5 000 blessées par des restes explosifs de guerre dans la seule province de Quang Tri, au Viet Nam. Elle a souligné que les capacités et l'appropriation nationales devaient être renforcées, que l'expérience et les compétences en matière de lutte antimines devaient être mises en commun, qu'il fallait renforcer le rôle et la participation des femmes et que les acteurs internationaux et nationaux devaient coopérer plus étroitement aux niveaux opérationnel et politique et au niveau de la gestion. Au cours du débat public, les membres du Conseil ont mentionné les répercussions et les menaces liées aux mines terrestres, aux restes explosifs de guerre et aux engins explosifs improvisés. De nombreux membres ont souligné que le nombre de victimes demeuraient élevé, notamment parmi les femmes, les enfants et le personnel participant aux programmes et opérations de maintien de l'ordre, de secours humanitaire, de maintien de la paix, de relèvement et de déminage. Il a été souligné que des progrès avaient été accomplis, notamment en matière de soutien aux efforts de déminage et d'assistance aux victimes.

dans de nombreux pays touchés, tels que l’Afghanistan, l’Iraq et la République arabe syrienne. Certains intervenants ont souligné que le droit international et les conventions sur les mines terrestres, les armes à sous-munitions et certaines armes conventionnelles jouaient un rôle important. Les membres du Conseil ont également souhaité que se poursuivent le partenariat et la coopération entre le système des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales, afin que la menace que représentaient pour les civils les mines terrestres, les restes explosifs de guerre et les engins explosifs improvisés puisse être atténuée. Ils ont appelé à renforcer le partenariat pour faire progresser la lutte antimines. De nombreux membres du Conseil ont rappelé la résolution 2365 (2017) et d’autres résolutions pertinentes et réaffirmé leur attachement à la lutte contre les mines, moyen de contribuer à la protection des civils et de soutenir les efforts de stabilisation et de consolidation de la paix durant les conflits armés et dans les situations d’après-conflit.

À l’issue du débat, le Conseil a adopté une déclaration de sa présidence (S/PRST/2021/8), dans laquelle il a notamment réaffirmé son attachement aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et du droit international. Rappelant sa résolution 2365 (2017), le Conseil a souligné l’importance de la lutte antimines et demeurait profondément préoccupé par le nombre élevé de victimes civiles causées par les mines terrestres, les restes explosifs de guerre et les engins explosifs improvisés, ainsi que par le fait que l’insécurité exacerbée par ces armes menaçaient la paix, la sécurité et la stabilité des États Membres et entravaient la liberté de circulation des opérations de maintien de la paix ainsi que l’accès humanitaire. Le Conseil a souligné l’importance qu’il accordait à la sûreté et à la sécurité des soldats de la paix sur le terrain et la nécessité pour les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police de veiller, le cas échéant, à ce que tous soient équipés, informés et formés pour atténuer la menace que représentent les mines terrestres, les restes explosifs de guerre et les engins explosifs improvisés. Il a réaffirmé que le partenariat et la coopération entre les autorités nationales, le système des Nations Unies et les autres acteurs internationaux concernés étaient importants pour le succès de la lutte contre les mines. À cet égard, les membres du Conseil ont réaffirmé que c’était aux États Membres qu’il incombait au premier chef de lutter contre les mines et ont salué le rôle de soutien que jouaient les Nations Unies, et ont dit souhaiter que les États Membres, le système des Nations Unies et d’autres organisations compétentes renforcent, quand la demande leur en était faite, le soutien apporté aux États Membres touchés par les mines, dans le cadre des efforts qu’ils entreprenaient pour appliquer la résolution 2365 (2017) et les autres résolutions sur la lutte antimines.

Violences sexuelles en période de conflit

Le 14 avril, le Conseil a tenu un débat public en visioconférence sur les violences sexuelles en période de conflit. La Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Pramila Patten, le lauréat du prix Nobel de la paix, Denis Mukwege, la conseillère principale pour la protection des femmes de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), Beatrix Colijn, et la Directrice du South Sudan Women with Disabilities Network, Caroline Atim, ont fait des exposés devant le Conseil.

La Représentante spéciale a souligné qu’il fallait évaluer et combler les lacunes persistantes, notamment en s’attaquant aux problèmes structurels, institutionnels et socioculturels, aux causes profondes, au fait que les cas de violence n’étaient pas assez signalés, à l’impunité et à l’absence de réparations, autant de difficultés que la pandémie de COVID-19 était venue aggraver. Dans ce contexte, elle a fait état de nouvelles préoccupations concernant la protection des femmes, les plus marginalisées d’entre elles se trouvant encore plus laissées de côté face à la superposition de crises

liées au conflit, et a déploré le manque de services dans les zones isolées. Elle a également relevé les liens entre violences sexuelles, traite des personnes liée aux conflits et extrémisme violent et appelé à consacrer davantage d'efforts et de ressources à la lutte contre les violences sexuelles en période de conflit. M. Mukwege s'est dit préoccupé par la prévalence des violences sexuelles dans les conflits alors que l'assistance, le soutien, la justice et les réparations pour les victimes faisaient toujours défaut et que les réponses restaient sous-financées. Il a également indiqué au Conseil que l'hôpital de Panzi poursuivait ses efforts pour répondre aux violences sexuelles liées aux conflits selon un modèle d'assistance holistique centré sur les besoins des survivantes. La conseillère principale pour la protection des femmes de la MINUSCA a fait part de ses rencontres avec les victimes de violences sexuelles en République centrafricaine et des défis rencontrés pour répondre à ces actes, que la pandémie de COVID-19 a rendus encore plus difficiles. M^{me} Atim, première personne souffrant d'une déficience auditive à faire un exposé au Conseil, a évoqué les risques accrus auxquels les femmes et les filles en situation de handicap étaient exposées en période de conflit et proposé au Conseil des moyens de mieux s'attaquer à cette question.

Les membres du Conseil ont réitéré leur ferme engagement à combattre et à prévenir les violences sexuelles en période de conflit, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19. De nombreux membres ont souligné la nécessité de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les résolutions connexes du Conseil de sécurité de l'ONU, garantir l'accès des victimes aux services sanitaires, psychologiques et juridiques et, parallèlement, accroître le rôle et la participation des femmes aux activités socioéconomiques et aux processus de paix. Un certain nombre de propositions ont été soulevées tout au long de la discussion, notamment celle de garantir une réparation aux victimes et de renforcer les poursuites contre les auteurs des actes visés, de les amener davantage à en répondre et d'envisager de prendre des sanctions contre eux. On a également insisté sur la nécessité de mettre fin aux conflits, de s'attaquer à leurs causes profondes et de renforcer les efforts de prévention des conflits. Outre les déclarations faites par les membres du Conseil, 47 États et deux organisations internationales ont également contribué au débat public par des déclarations écrites.

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales

Le 19 avril, le Conseil a tenu un débat public de haut niveau par visioconférence sur la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales aux fins de la consolidation de la confiance et du dialogue en matière de prévention et de règlement des conflits. Le Président du Viet Nam, Nguyen Xuan Phuc, a présidé le débat public. Le Conseil a entendu des exposés du Secrétaire général Antonio Guterres, de son prédécesseur Ban Ki-Moon, et de représentants de diverses organisations régionales, à savoir l'Union africaine, l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la Ligue des États arabes et l'ASEAN.

Le Secrétaire général a évoqué la coopération engagée entre l'ONU et diverses organisations régionales et sous-régionales pour promouvoir la paix et la stabilité dans un certain nombre de pays, dont la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, la Libye, le Mali et le Soudan. Il a également mentionné la coopération avec l'ASEAN dans les domaines de la paix et de la sécurité ainsi que du développement social et économique. Le Secrétaire général a exprimé la volonté de renforcer le dialogue avec les organisations régionales et sous-régionales afin de promouvoir davantage l'instauration de la confiance et le dialogue. Son prédécesseur a souligné que les organisations régionales et sous-régionales tenaient un rôle de

premier plan dans le renforcement de la confiance et du dialogue en matière de prévention et de règlement des conflits. Les représentants de l'Union africaine, de l'Union européenne, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de la Ligue des États arabes et de l'ASEAN ont fait part de leur expérience et de leurs meilleures pratiques respectives s'agissant du renforcement de la confiance et du dialogue aux fins de la prévention et du règlement des conflits.

Les chefs d'État, les ministres, les hauts fonctionnaires et les autres représentants des membres du Conseil ont reconnu que les organisations régionales et sous-régionales jouaient à cet égard un rôle essentiel. Outre les déclarations faites par les membres du Conseil, 30 États et une organisation internationale ont également contribué au débat public par des déclarations écrites.

Le Conseil a adopté une déclaration de son président sur cette question ([S/PRST/2021/9](#)). Il y a souligné qu'il importait de mobiliser les efforts de la communauté internationale en faveur d'une paix durable, notamment les efforts faits pour promouvoir la paix et la confiance entre les parties concernées. Il considérait que les organisations régionales et sous-régionales étaient bien placées pour promouvoir la confiance et le dialogue entre les parties concernées dans leurs régions respectives. Il encourageait donc les organisations régionales et sous-régionales à tirer pleinement parti de leur avantage comparatif ainsi que des mécanismes existants pour promouvoir la confiance et le dialogue et ainsi être mieux à même de fournir à leurs États membres, dans le respect de la Charte des Nations Unies et des accords passés entre chaque organisation régionale et ses membres, l'assistance nécessaire dans le cadre de l'action menée pour prévenir les conflits et les régler par des moyens pacifiques. Il a également salué les efforts faits par le Secrétariat à cet égard et prié le Secrétaire général de présenter, selon qu'il conviendrait, dans le rapport qu'il lui adresserait, ainsi qu'à l'Assemblée générale, tous les deux ans au sujet de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres, des informations et des observations sur l'action menée par les entités des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales pour promouvoir des mesures de confiance et le dialogue, et de formuler, dans les rapports écrits qu'il établissait régulièrement au sujet des questions dont le Conseil était saisi, des recommandations pertinentes.

Protection des civils en période de conflit armé

Le 27 avril, le Conseil a tenu un débat ministériel public en visioconférence sur le thème « Protection des biens indispensables à la survie de la population civile », présidé par le Ministre des affaires étrangères du Viet Nam, Bui Thanh Son. Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, le Président du Comité international de la Croix-Rouge, Peter Maurer, et le Président du Conseil de direction de l'International Peace Institute, Kevin Rudd, ont présenté un exposé au Conseil.

Dans sa déclaration, le Secrétaire général adjoint s'est dit profondément préoccupé par la destruction de biens civils et de biens indispensables à la survie de la population civile, tels que les denrées alimentaires, les médicaments, les hôpitaux et les installations hydrauliques, ainsi que par la situation d'insécurité alimentaire engendrée par les conflits et les attaques et menaces portées contre les installations médicales et le personnel soignant. Il a demandé que le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme soient davantage respectés et que l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial soit entendu. M. Maurer a souligné qu'il fallait notamment faire en sorte que le droit international humanitaire soit respecté, que des politiques régissant l'utilisation d'armes explosives lourdes dans les zones habitées soient adoptées, et que les sanctions et les mesures

prises pour combattre le terrorisme soient conformes au droit international humanitaire. M. Rudd a insisté sur l'importance de la prévention au moyen de la surveillance des attaques contre les infrastructures essentielles et d'une approche globale de la réhabilitation et de la reconstruction.

Les ministres, hauts fonctionnaires et autres représentants des membres du Conseil se sont déclarés profondément préoccupés par les attaques commises contre des civils et la destruction de biens indispensables à la survie de la population civile dans les conflits armés, ont demandé que toutes les parties à un conflit armé respectent pleinement les obligations découlant du droit humanitaire international et ont réitéré leur ferme soutien à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Outre les déclarations faites par les membres du Conseil, 32 États ont également contribué au débat public par des déclarations écrites.

À l'issue du débat public, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution [2573 \(2021\)](#), proposée conjointement par 65 États Membres de l'Organisation, dont l'ensemble des 15 membres du Conseil. Dans cette résolution, le Conseil a condamné fermement les attaques, dans les situations de conflits armés, qui étaient dirigées contre des civils en tant que tels et contre d'autres personnes ou biens civils protégés, ainsi que l'utilisation de la famine comme méthode de guerre dans un certain nombre de situations de conflit armé et les refus illicites d'accès humanitaire et le fait de priver les civils des biens indispensables à leur survie. Le Conseil a exigé de toutes les parties à des conflits armés qu'elles respectent les obligations que leur imposait le droit international humanitaire. Il a demandé instamment à toutes les parties à un conflit armé de protéger les infrastructures civiles qui étaient cruciales à l'acheminement de l'aide humanitaire et a de nouveau exigé d'elles qu'elles prennent part immédiatement à une pause humanitaire. Il a réaffirmé le rôle important que le renforcement des capacités en matière de droit international humanitaire pouvait jouer, encouragé tous les efforts visant à protéger les biens indispensables à la survie de la population civile et souligné qu'il fallait une meilleure coopération et coordination au niveau international. Le Conseil a prié le Secrétaire général de faire figurer, à titre de question subsidiaire, dans le rapport sur la protection des civils la question de la protection des biens indispensables à la survie de la population civile.